



Mission d'évaluation conjointe sur l'assistance humanitaire d'urgence pour les personnes déplacées internes suite aux événements de Yirgou

Rapport Final

Janvier 2019



Oxfam



Pathfinder
INTERNATIONAL



Table des matières

I.	Résumé général	2
1.1.	Résumé des causes et de l'impact de la crise et le facteur de déclenchement	2
1.2.	Secteurs/sites prioritaires	2
II.	Objectif de l'évaluation	2
III.	Méthodologie d'évaluation	3
IV.	Contexte.....	3
4.1.	Type de crise	3
4.2.	Chronologie de la crise	3
4.3.	L'étendue géographique de la crise (zones touchées).....	4
4.4.	L'analyse de la cause/facteur sous-jacent de la crise	5
4.5.	La situation avant la crise	5
V.	Résultats	5
5.1.	Impacte de la crise.....	5
5.2.	Analyse des mécanismes de survie	6
5.3.	Environnement opérationnel.....	6
5.4.	Analyse multisectorielle	7
5.4.1.	Santé.....	7
5.4.2.	Eau, Hygiène et Assainissement	8
5.4.3.	Education	11
5.4.4.	Protection de l'enfant	13
5.4.5.	Sécurité alimentaire et Nutrition.....	15
VI.	Recommandations	17
6.1.	Santé.....	17
6.2.	Securité Alimentaire.....	19
6.3.	Eau, Hygiène et Assainissement	20
6.4.	Education	21
6.5.	Protection	22
6.6.	Relèvement rapide.....	22
6.7.	Coordination de la réponse.....	23
Annexes	24
	Annexe 1 : Liste des participants	24
	Annexe 2 : Outil d'évaluation rapide	26

I. Résumé général

1.1. Résumé des causes et de l'impact de la crise et le facteur de déclenchement

Le 1er janvier 2019, des hommes armés ont fait irruption dans le village de Yirgou, commune de Barsalogho, dans la région du Centre nord, et ont abattu six personnes dont le chef du village et ses deux enfants, avant de prendre la fuite. Il s'en est suivi des actes de représailles contre la communauté peulh, soupçonnée d'avoir abrité les personnes armées ayant accompli le forfait. 49 personnes majoritairement des hommes seront ainsi tuées. Les femmes et les enfants en fuite trouveront alors asiles dans la commune de Barsalogho et dans d'autres sites comme Dablo. Les 10 et 15 Janvier, des attaques des communautés majoritairement mossis de la localité de Gassiliki dans le Département de Arbinda,



province du Soum font 19 morts et conduisent sur les chemins des milliers de personnes vers les centres les plus peuplés des environs (Foubé et Arbinda) où ils espèrent trouver la sécurité. Il ressort des entretiens avec les déplacés que cela est une réplique aux malheureux événements de Yirgou, ce qui fait craindre une escalade de conflit entre communautés. La majorité des personnes déplacées dans tous les sites est constituée de femmes et d'enfants.

1.2. Secteurs/sites prioritaires

Si les premiers IDPs du site de Barsalogho sont pris actuellement en charge sous le leadership du CONASUR, la réponse sur les sites de Arbinda et foubé demeurent balbutiantes et très insuffisante. Les besoins prioritaires et immédiats pour aider les environ 10,793 PDI sont d'ordre sécuritaire, alimentaire, abris/AME, l'eau, hygiène et assainissement, CASH et non vivres (ustensiles, habits, nattes), soutien psychologique et santé.

II. Objectif de l'évaluation

La mission avait pour objectifs de :

- Identifier les axes d'intervention prioritaires par secteur pour répondre aux besoins urgents des populations déplacées et des populations installées sur les 4 sites ;
- Collecter et analyser les informations sur la situation humanitaire y compris les actions en cours par secteur et la situation sécuritaire qui prévaut dans la localité et sur le camp ;
- Evaluer avec les autorités locales, les capacités de réponse disponibles et identifier des stratégies de coordination multisectorielle de l'aide humanitaire ;
- Evaluer les contraintes d'accès dans les localités d'installation des camps ;
- Recenser avec tous les acteurs les pistes de solutions pour faciliter le dialogue entre les communautés et un règlement pacifique du conflit ;

III. Méthodologie d'évaluation

La mission d'évaluation conjointe a été placée sous le leadership du Gouvernement représenté par le CONASUR. Les participants à la mission sont issus des organisations et structures suivantes : (CF liste des participants)

L'évaluation a consisté à conduire des entretiens structurés avec des groupes des femmes, des enfants, des hommes des personnes ressources (autorités locales, les services techniques de l'Etat, les démembrés du CONASUR, la société civile), les personnes déplacées, les ONG locales, des membres de la communautés hôtes. Pour ce faire, la mission a utilisé les outils d'évaluation rapide de l'IASC (MIRA).



La mission d'évaluation conjointe s'est déroulée du **16 au 18 janvier 2019** et a visité Kaya, Chef-lieu de la région du Centre-Nord, où elle a rencontré le représentant du Gouverneur (Président CORESUR), les directions régionales techniques de l'action sociale, la direction régionale en charge de l'Éducation Nationale, la direction régionale de la santé, la direction régionale de l'eau et de l'assainissement et les autorités sécuritaires de la région. Par la suite la mission s'est déportée à Barsalogo pour rencontrer le préfet avant de continuer sur les sites des PDI de Barsalogo et Foubé pour ses évaluations terrain.

Au deuxième jour, la mission a continué sur Dori pour rencontrer le gouverneur avant de partir sur Arbinda pour une visite de travail avec les autorités locales et sur le site des déplacés internes. Après Arbinda, l'équipe a rejoint Dori pour échanger avec le UNHCR.

Le troisième jour a été consacré à l'élaboration du rapport avant d'entamer le retour sur Ouagadougou.

La limite de cette évaluation, réside dans le fait que les évaluateurs n'ont pas pu rencontrer le maximum de personnes déplacées dans les régions du Sahel et du Nord.

IV. Contexte

4.1. Type de crise

La crise en cours dans la région du Centre Nord et de Sahel, est une crise entre des communautés (Peulh et Mossi) qui crée des déplacements massifs de population dans les provinces du Sanmatenga. Cette crise présente des caractéristiques d'une crise aiguë car la zone de départ et la zone d'accueil des personnes déplacées sont en proie à une insécurité sans précédent provoquant un ralentissement des activités économiques des localités.

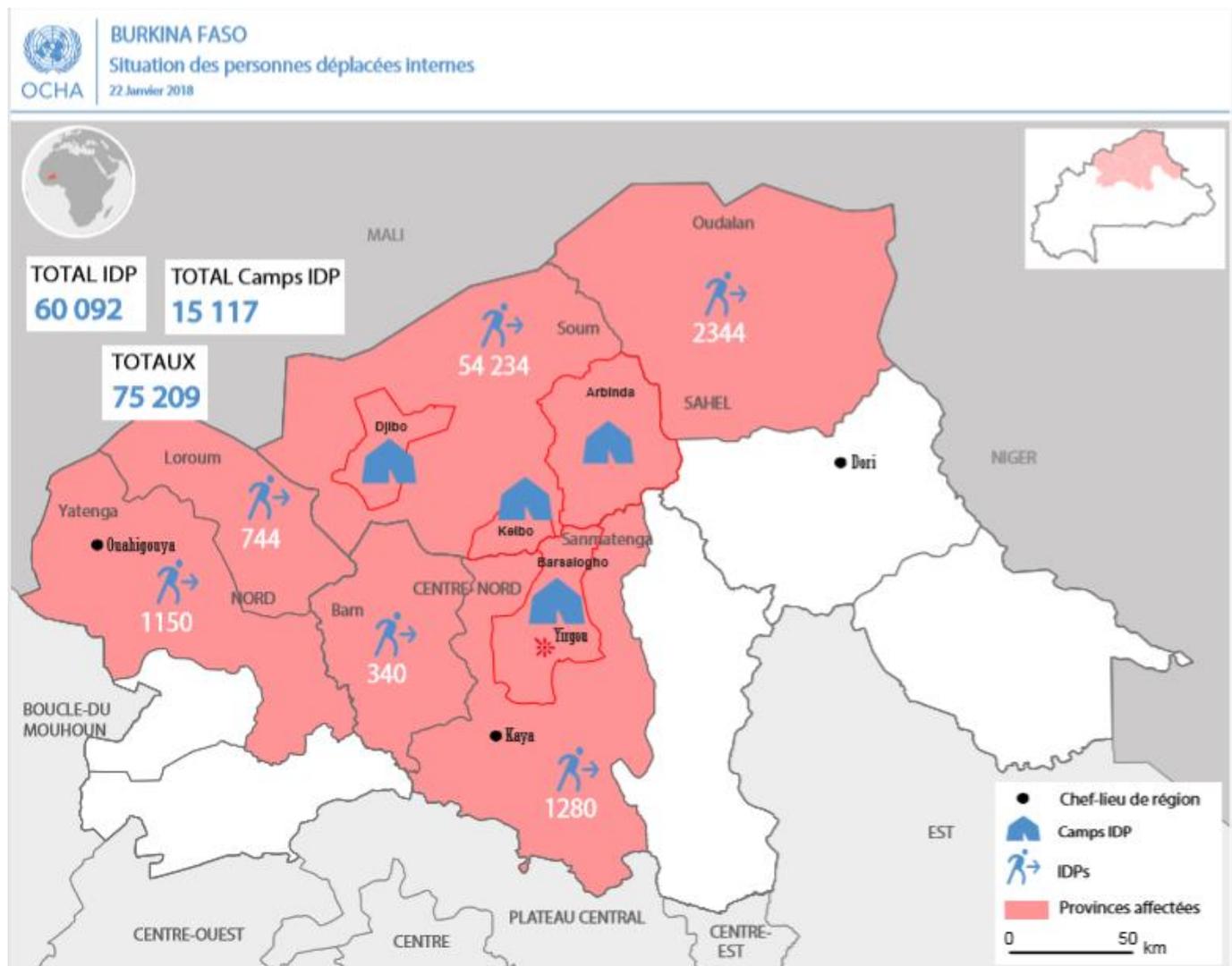
4.2. Chronologie de la crise

Le 1er janvier 2019, alors que l'état d'urgence décrété la veille sur 14 provinces du pays pour endiguer la menace extrémiste entrainé en vigueur, des hommes armés ont fait irruption dans le village de Yirgou, commune de Barsalogo, dans la région du Centre nord, et ont abattu six personnes dont le chef du village, avant de prendre la fuite.

Il s'en est suivi des actes de représailles contre la communauté peulh, soupçonnée d'avoir abrité les groupes armés qui ont tué le chef du village de Yirgou. Ces représailles ont duré plusieurs jours et ont touché des autres localités des régions du Centre-Nord et du Sahel a touché plusieurs villages dans les régions du Centre-Nord et du Sahel occasionnant **49 morts et au moins douze mille neuf cent quatre-vingt-huit (12 989) personnes déplacées internes à la date du 16 janvier 2019.**

Les événements de Yirgou, se sont aggravés avec deux incidents sécuritaires qui s'apparentent à des représailles dans le village de Gasséliki (Province du Soum) dans la deuxième semaine de Janvier 2019. Ces incidents ont fait 19 morts et occasionné plusieurs déplacements de population principalement de l'ethnie mossi. Les jours qui ont suivis la situation de Yirgou, une estimation sur la base des données collectées à la date du 17 janvier permettent de dire qu'il y a environ 1100 personnes qui fuient les violences chaque jour principalement dans les provinces du Soum et du Sanmatenga. Ces personnes trouvent refuges au sein des communautés d'accueil et des sites temporaires mis en place par le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) avec l'appui des autorités locales.

4.3. L'étendue géographique de la crise (zones touchées)



Les flux de population vers les grands centres comme Barsalogo, Foubé, Arbinda, Djibo et Kelbo continuent et deviennent de plus en plus importants. Cependant, il faut noter que plusieurs autres localités (9 communes) du Centre

Nord sont concernées Les COPROSUR ont activé leurs plans de réponse. Plusieurs acteurs humanitaires et du système des nation unies ont également déployés des efforts sur le terrain pour assurer une réponse nécessaire dans les régions du Sahel et du Centre Nord où les personnes déplacées sont installées.

4.4. L'analyse de la cause/facteur sous-jacent de la crise

Les conflits opposant ces différents groupes sur fond de compétition pour le contrôle du pouvoir local, de la terre et des ressources naturelles ne sont pas nouveaux dans certaines zones du Burkina Faso, mais sont en train de se multiplier tandis que la prolifération des armes les rend plus violents et meurtriers. Selon, des informations recueillies auprès de l'association Rouga (Communautés des bergers et propriétaires de bétails – Peulh en majorité), la crise serait partie d'un conflit lié à une propriété de terre détenue par un peulh et convoité par un membre du groupe Koglweogo qui aurait été condamné à payer plusieurs millions au propriétaire de la terre après qu'il ait été victime de dommage. L'assassinat du chef de Yirgou a alors attisé encore plus les attaques dirigées contre la communauté peulh. Plusieurs jours après cette situation, deux attaques des groupes armés à Gasseliki ont fait au moins 19 morts principalement des mossi, entrain un flux important de cette communauté vers Foubé.

4.5. La situation avant la crise

Cette situation de Yirgou, vient s'ajouter à une autre situation de crise induite par l'insécurité grandissante affecte actuellement près de 621,824 personnes et a contraint un peu plus de **60 092 personnes à se déplacer vers les régions du Nord et du Centre-Nord mais aussi à l'intérieur de la région du Sahel**. A la date du 11 janvier 2019, on dénombrait plus de **146 556 élèves dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est affectés par la fermeture de 931 écoles**. À cela il faut ajouter un peu plus de **119 747 personnes affectées par la suspension ou la réduction de services de 17 formations sanitaires dans la région du sahel**.

V. Résultats

5.1. Impacte de la crise

✓ Proportion et nombre de la population touchée par la crise

Dans les zones visitées par la mission, la crise a un impact sévère sur les populations. Les données provisoires recueillies sont :

- Barsalgho : 965 personnes dont 175 ménages, 243 femmes 175 hommes, 177 enfants de moins de 5ans, 370 enfants de plus de 5 ans.
- Foubé : IDPs estimés à 5008 personnes (Non réasséné).
- Arbinda : IDPs estimés à 3928 personnes soient 556 ménages accueillis à 80% dans les familles hôtes.

✓ Proportion et nombre de la population en besoin

- Au stade actuel, la population dans le besoin est estimée à 10 693 personnes. Mais sur tous les sites visités, l'afflux se poursuit quotidiennement.
- 14 localités ayant accueilli des IDPs ont été signalés mais la mission a visité que trois localités.

Les données collectées auprès du CONASUR à la date du 16 janvier 2019 se présentent comme ci-dessous :

Régions	Localités de cantonnement	Nombre total de PDI	Projection des PDI attendus
Centre-Nord	Barsalogo (peulhs)	965	1 500
	Pensa (peulhs)	162	162
	Dablo (peulhs)	263	263
	Baobokin (mossi)	91	91
	Namissigma (mossi)	165	165
	Kanrgo (mossi)	135	135
	Pissila (mossi)	60	60
	Sabcé (Sigvoussé) (peulhs))	19	19
	Foubé (mossi)	5008	10000
	Fanka (Kaya) (mossi)	111	111
	Kaya (secteur 6) (mossi)	81	81
Sahel	Kelbo (peulhs)	1656	3 312
	Arbinda (peulhs)	3928	4 256
	Djibo (peulhs)	1021	5 000
Total		13 665	25 155

5.2. Analyse des mécanismes de survie

A Barsalogo, les IDPs sont déjà accueillis sur un site construit et reçoivent l'assistance (Santé, Eau et assainissement, sécurité, NFIS, etc).

A Foubé, les IDPs sont accueillis dans des écoles, les familles d'accueil. Un camp est en cours de construction. Une assistance en eau a été apportée. Des vivres ont été disponibles sur le site mais la distribution n'avait pas encore commencé.

A Arbinda, la survie des IDPs est assurée à 80% au moins par l'appui apporté par les familles d'accueil. Les hommes essayent de maintenir leur revenu à en travaillant dans les sites d'orpaillages artisanaux. Un premier groupe de IDPs composé de 163 ménages de 1344 personnes ont reçu une assistance en vivres, Eau, NFI. Ils reçoivent aussi des soins de santé payants. Plusieurs autres vagues, composées de 483 ménages et 3816 personnes n'ont pas encore reçu d'assistance extérieure mais sont pris en charge par des familles d'accueil.

5.3. Environnement opérationnel

La situation sécuritaire dans les localités d'installation des personnes déplacées internes reste très préoccupante. L'accès à ces zones est facilité par le cadre de Coordination Civilo-militaire (CMCoord) à travers les acteurs opérationnels sur le terrain. Les différents ne disposent pas de toutes les commodités pour assurer un stockage des vivres et non vivres pour l'assistance.

5.4. Analyse multisectorielle

5.4.1. Santé

✓ Barsalogho

Un centre de soins est érigé par le district sanitaire avec une permanence de 7h à 18h30. L'ONG Médecins Sans Frontière est en train de s'installer dans le cadre de l'appui à la prise en charge sanitaire des déplacés. L'offre de services de santé est gratuite. Toutefois, les médicaments non disponibles sont achetés par les patients.

Les principales maladies évoquées les populations déplacées sont les infections respiratoires, les diarrhées. Les soins aux femmes sont offerts dans le CMA de Barsalogho où trois femmes y ont accouché dont on ne dispose pas du nécessaire pour leur habillage. Deux (2) cas d'avortement spontané ont été signalés. Plus de 10 femmes enceintes sont sur le site. Certaines révèlent utiliser des produits contraceptifs mais n'avaient pas signalé au centre de santé. Lors des entretiens avec les agents de santé, les produits contraceptifs ne seraient pas disponibles. Des cas de maladie chronique notamment l'hypertension sont signalées et les personnes concernées ont été référées au CHR de Kaya pour le suivi. Le statut vaccinal des enfants est difficilement appréciable. Les carnets de suivi de croissance des enfants ont été abandonnés ou brûlés dans les maisons. La vaccination est urgente surtout en matière de rougeole pour éviter des épidémies. Les populations ont besoin de moustiquaires imprégnées.

Il est urgent d'apporter un appui en ressources humaines, en consommables, en équipement, en matériel roulant (ambulance). Il y a également un besoin de renforcement du CMA pour la prise en charge des besoins des femmes. Des actions de sensibilisation sur la santé sont nécessaires. Il est aussi urgent de mettre en place une assistance en



santé de la reproduction sur le site ou la faciliter et la dotation des sites en kits de santé de la reproduction/kits de dignité suivie d'explication pour l'utilisation.

La conservation des médicaments est un défi car ceux-ci sont exposés à la chaleur et à la poussière. Il est aussi noté une non disponibilité de forme pédiatrique des médicaments (amoxicilline, érythromycine et paracétamol par exemple). On note que 67 cas de malnutris aigus sont notifiés lors du dépistage partiel de la malnutrition.

✓ Arbinda

C'est le centre médical qui est le lieu de la prise en charge de tous les déplacés. **Dans la commune d'Arbinda, 3 CSPS environnants sont fermés ce qui crée encore un flux massif des populations en quête de santé vers ce centre médical.** Il ne se pose pas un problème de personnel mais, il y a de sérieux problèmes d'infrastructures d'accueil, d'hospitalisation, d'isolement, de consommables, d'équipement et des ruptures de médicaments et de kit

d'accouchement. Les produits spécifiques aux femmes et enfants sont la principale préoccupation. Il y a un difficile accès aux soins et les soins sont payants pour une population déplacée et qui a tout laissé derrière elle. Par ailleurs, l'évacuation des cas urgents est souvent impossible car la commune ne dispose pas d'ambulance.

Parmi ces populations déplacées, on note au moins une vingtaine de femmes enceintes (recensement en cours). Il est urgent de mettre en place une assistance en santé de la reproduction et la dotation des sites en kits de santé de la reproduction/kits de dignité.

Des cas de rougeole ont été signalés et une prise en charge rapide est nécessaire. La vaccination des enfants est aussi urgente de même que la dotation des populations en moustiquaires imprégnés. La réduction des rations alimentaires pourrait exposer les enfants à la malnutrition et le dépistage systématique n'est pas fait.

✓ Foubé

La mission note qu'il est urgent d'apporter un appui en ressources humaines, en consommables, médicaments et équipement, le site étant en installation au moment du passage de l'équipe. A cela, il faut apprécier la situation vaccinale des enfants car ils viennent de la zone du Soum qui n'a pas organisé la campagne rougeole l'année dernière. Il y a également un besoin de renforcement des actions de sensibilisation sur la santé. On note la présence de femmes enceintes. A la date du 18 janvier 2019, 6162 déplacés ont été recensés (1107 d'enfants de 0 à 5 ans et 1269 enfants et jeunes de 5 à 18 ans) sur une estimation de 9000 à 10000 déplacés. Le recensement est en cours. La Croix Rouge Burkinabè et MSF Suisse ont déjà apporté un appui par la disposition d'un centre de santé sur le site constitué d'un dispensaire et des médicaments constitué d'antibiotique, d'antipaludéens, d'antipyrétiques, etc.

5.4.2. Eau, Hygiène et Assainissement



✓ BARSALOGHO

○ Approvisionnement en Eau

Le site de Barsalogo est fourni en eau par des camion-citerne du CONASUR. L'eau envoyée sur le site de Barsalogo est payée et transportée depuis Kaya pour un cout estimé à 12000F/m³ contre 700F le m³ à Kaya ville. Environ 10m³ d'eau seulement est livré aux déplacés en 48h, contre 30m³ selon les normes sphères. En plus de l'insuffisance quantitative, l'eau distribuée n'est pas traitée. Il y'a également une insuffisance de dispositif de stockage sur le site qui ne compte que seulement de 2 réservoirs de 2m³ ainsi très peu de récipients de stockage dans les ménages. Le CONASUR a en effet, distribué une bassine pour chaque tente abritant entre 15- 30 personnes. Le Génie Militaire a tenté de réaliser les forages à proximité du site mais qui étaient tous négatifs. Aucune pompe à motricité humaine (PMH) existe dans les environs du site. Une seule borne fontaine non fonctionnelle, de la commune est aux environs de 2km du site. Le réseau d'eau potable alimentant le village de Barsalogo a un débit très faible et ne fonctionne pas plus d'une heure par jour. L'eau reste payante au niveau des bornes fontaines au prix de 10 FCFA le bidon de 20litres. En conclusion, l'approvisionnement de l'eau dans le site de Barsalogo est très couteux, insuffisant et de qualité douteuse. Une telle situation (si elle perdure) est un facteur favorable pour l'éclosion des maladies d'origines hydriques.

○ Hygiène et Assainissement

En termes d'hygiène et d'assainissement, il existe des latrines séparées pour Hommes et Femmes, cependant cette séparation n'est pas respectée dans l'utilisation. Au total, 10 latrines mobiles, 24 latrines d'urgence, 2 poubelles ont été déployées par le CONASUR. Il n'existe pas de douches sur le site et la défécation à l'air libre et encore pratique courante au sein des population déplacés. On constate une insuffisance de pots pour enfants. Le CONASUR a distribuée 2 pots par tente. Il est à note aussi une absence de kits de nettoyage du site, une absence des dispositifs de lave main et une insuffisance de kits d'hygiène. Une équipe d'Oxfam et son partenaire (ATAD) constituée de 4 animateurs est sur le site et a commencé les séances de sensibilisations a l'hygiène et la distribution des Kits d'hygiène. CONASUR a également distribué des kits de dignité mais cette distribution n'a pas été suivi d'une sensibilisation, d'où une mauvaise utilisation de ceux-ci.

✓ FOUBE

Le site de foubé est en création, l'afflux des PDI continue. Une citerne de 43m³ est déployée (à partir de Kaya pour soit une distance de 110Km) par jour par CONASUR pour le transport et distribution de l'eau. Vu le nombre grandissant des PDI arrivant sur foubé et estime a 5,900, l'estimation journalière de l'eau de pour les sites s'élèverait à 88,5m³ par jour. Aucune distribution de kits WASH, ni de construction de latrines n'a été entamé au moment de notre évaluation. La situation WASH à foubé est très préoccupante et nécessite une action rapide en termes de réalisation des points, des latrines et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation à l'hygiène pour éviter toute éclosion des maladies liées au manque d'eau et d'assainissement.

✓ ARBINDA

○ Approvisionnement en Eau



La distribution d'eau dans la ville d'Arbinda est assurée par le réseau de l'ONEA. Il existe également trois forages fonctionnel équipés de pompe à motricité humaine (PMH), dont deux institutionnels (CSPS et École) et une communautaire. Il existe aussi un forage privé fonctionnel ayant un débit de 12 m³ par heure et un autre forage raccordé à un château de 10 m³ et alimenté avec l'énergie solaire mais en panne. L'eau est payante dans toute la ville et pour tous les usager (inclus les IDPs). Le Réseau de

l'ONEA n'est fonctionnel qu'une heure par jour et les populations payent 20FCFA pour un bidon de 20litre d'eau au niveau des bornes fontaines. Le même bidon de 20 litres coûte 25 FCFA au niveau des forage privés. Les vendeurs ambulants taxent 100 F/20l aux ménages clients. Les Points d'eau sus mentionnes sont assez éloignés des quelques sites où résident les IDPs. Les femmes sont responsables de la collecte de l'eau et ne disposent pas d'ustensiles de conservation d'eau. Le service d'eau potable a Arbinda ne permet ni de couvrir les besoins de la population résidente encore moins celui des PDI. Un raccordement urgent du réseau ONEA à un forage à grand débit et la réalisation des PMH aux alentours des sites abritant les PDI permettra re résoudre la question de la disponibilité de l'eau. La gratuité dès l'eau pour les PDI et les vulnérables est aussi recommandée.

○ Hygiène et Assainissement

En termes d'hygiène et d'assainissement, le taux d'accès à l'assainissement dans la ville est d'environ 23% et la défécation à l'air libre est largement répandue aussi bien dans les ménages hôtes que les PDI. Il n'y a pas de latrines, ni douches, ni de système de gestion des déchets, ni de système de gestion des eaux usées ménagères réalisés sur les sites abritant les PDI. Les mauvaises pratiques d'hygiène sont largement répandues, et ces pratiques sont accompagnées d'une absence de dispositifs de Lavage des Mains, de pots de défécation pour enfants et de poubelles. Les agents de santé ont mentionné la diarrhée comme l'une des trois premières causes de consultation au niveau des CSPS.

D'une manière générale et pour les trois sites de Barsalogo, Foubé et Arbinda, il est urgent de renforcer les dispositifs actuels d'approvisionnement en eau potable, de mettre en place les infrastructures d'assainissement et de lancer les campagnes de sensibilisation à l'hygiène. Ses actions doivent être accompagnées des distributions des kits d'hygiènes.

5.4.3. Education

Dans la commune de Barsalogho, on note 20 écoles fermées dans la CEB de Barsalogho 2, avec plus de 3000 enfants hors école. Les enseignants des écoles fermées se sont repliés soit à Barsalogho ville ou à Kaya. Au total, le site des IDP compte 27 Éléves dont 26 au primaire et 1 au secondaire. Les enfants scolarisés du camp étaient en majorité inscrits en classe de CP1. Une fille est inscrite en classe de 6ème. Au primaire il y'a 5 Filles et 21 garçons. Au secondaire la seule élève est une fille. Actuellement tous ont été déscolarisés du fait du déplacement, parmi les 27 élevés, 20 n'ont tjrs pas pu intégrer les classes. La DREPPNF prévoit 3



bisongo (pour les moins de 5 ans au nombre de 177), l'ouverture de la classe temporaire de CP1 sur le site, la création de 2 centres passerelles (pour les plus âgés, les enfants de plus de 5 ans enregistrés étant au nombre de 370), 2 CPAF. Il y' a un réel besoin en mobilier, tentes, cantines, animateurs (3) pour les CBNEF et un besoin financier pour leur réinsertion dans les écoles de Barsalogho. Notons que la DAMSEE a déjà pris action et a convoyé 7 tentes et divers matériels didactiques et fournitures pour faire face à la situation.

A Foubé, on constate beaucoup d'enfants scolarisés mais malheureusement les écoles sont occupées par les IDPs. Toutes les écoles sont fermées dans les environs et les enseignants se sont repliés sur Barsalogho et Kaya.

A Arbinda, il y'a environ 1132 élèves (647 au primaire et 485 au secondaire) provenant des ménages déplacés, déjà enregistrés. Mais il faut noter que suite à l'attaque de Gassiliki, les vagues arrivant à Arbinda comportent beaucoup d'enfants d'âge scolaire qui n'ont pas encore été intégré dans le dispositif éducatif de la commune, celle-ci étant débordée.

De façon générale. Les enfants scolarisés sont majoritairement des filles. Les écoles de Arbinda sont bondées et il n'y pas de classes disponibles dans les écoles de la ville pour accueillir les enfants scolarisés des IDPs. Les écoles dans les zones de provenance sont toutes fermées (34 écoles primaires fermées sur 74 dans le département). Pour tous les sites, il y a un besoin urgent de mettre en place environ 70 à 80 tentes-classes pour au moins 5000 élèves du préscolaire, primaires, post-primaire et classes passerelles dans les camps ou écoles fonctionnelles des localités d'accueil pour renforcer leurs capacités d'accueil. Un besoin se dégage également en termes de cantines scolaires, mobiliers, kits scolaires, matériels didactiques, lampes solaires, kits récréatifs. Il s'avère également nécessaire de renforcer les capacités des enseignants en gestion psychosociale des enfants, en gestion des risques et en éducation à la paix. Des formations de courtes durées à l'endroit des adolescents et jeunes hommes/femmes dans des domaines agro-sylvo--pastorales s'avère nécessaires pour soutenir le relèvement économique des familles meurtries.



La psychose touche notablement le monde enseignant. Ceux avec qui nous avons pu nous entretenir à Arbinda étaient extrêmement réservés malgré nos sceaux d'agents du monde humanitaire. A Foubé (CEB de Barsalgo 2), les IDP logent dans les établissements scolaires (primaire et post primaire), ce qui du même coup affecte la scolarisation des élèves de la localité hôte. A Arbinda, le CEEP sert également de logement aux déplacés. D'une manière générale, les adolescents ne sont pas très visibles dans les groupes de déplacés et auraient fui pour échapper aux menaces ou ont rejoint les sites d'orpaillage.

Les administrations en charge de l'éducation sont dépassées par les flux d'élèves et la fermeture des écoles dans l'ensemble des localités ayant reçu des IDPs. Leurs réactions sont jusque-là timides et seul le site d'Arbinda a reçu un appui de la direction des moyens spécifiques aux écoles, au compte du ministère de l'éducation nationale, deux jours après notre passage.

La crise affecte même le système scolaire en place. En effet, la majorité des écoles de Arbinda 2 et Barsalogo 2 qui sont des CEB regroupant des écoles éloignées, sont fermées. Signalons qu'à Barsalogo 2, cette situation vient ajouter à une précédente situation qui a vu la fermeture des écoles de la CEB au cours de l'année scolaire passée suite à l'agression d'un enseignant. Les examens scolaires avaient été effectués sous haute surveillance de l'armée qui y avait déployé des troupes. Arbinda étant quelque peu une localité où la prééminence des groupes terroristes est forte, cela affecte durement le système scolaire qui d'ailleurs est une des cibles privilégiées. Jusque-là, aucune réponse significative du monde humanitaire n'a concerné l'éducation. Signalons néanmoins que la majorité des enseignants a été formée au « Safe School » par HI, sur financement de l'UNICEF.

5.4.4. Protection de l'enfant



D'une manière générale, les zones touchées par la crise sont à forte prévalence de problèmes majeurs de protection tel les mariages d'enfants, les MGF, les violences diverses faites aux enfants et l'exploitation dans les pires formes de travail. La situation de crise qui s'installe expose les garçons et les filles ces pratiques.

Sur l'ensemble des sites, les problèmes de protection recensés sont entre autres :

- Perte de documents civils (pièces d'identités et actes de naissance) de certains déplacés
- Un nombre important d'enfants orphelins, de personnes âgées, de femmes seules et d'enfants malnutris
- Un grand nombre d'enfants séparés ou non accompagnés
- Des traumatismes liés à la perte humaine et des biens
- Troubles de sommeil des enfants et des adultes caractérisés par des cris nocturnes
- La séparation des hommes et des femmes dans le camp
- La promiscuité homme/femme y compris les faibles moyens de substance pourrait accroître la vulnérabilité des femmes et des adolescentes et les exposer aux violences sexuelles.

La situation sur les différents se présentent comme suit :

Barsalogo

En ce qui concerne la sécurisation des lieux, à Barsalogo, le camp est protégé par les forces de sécurité. Il n'y a pas de problème majeur de protection mais quelques cas de vols sont signalés. Pour la sécurité du camp, les sorties sont réglementées. Un couvre-feu est observé à partir de 19H.

Des déplacés ont une crainte pour aller rechercher leurs bétails et parents perdus. Des cas de Victime de Torture(s)/Mutilations dans les villages d'origine ont été mentionnés.

Des défis ont été reportés dans le sous-secteur de la protection de l'enfant. On note la présence d'enfants séparés ou non, des enfants non accompagnés, de femmes seules ainsi de personne en situation d'handicap physique (5) ou mental. Les enfants séparés sont majoritairement des garçons. Les IDPs ne nous ont pas signifié des cas d'incidents sur le site, mais ont mentionné les pertes des documents administratifs.

Des besoins d'appuis psychologiques et psychosociales sont exprimées mais ces personnes témoins de violences ou affectées par la perte de proches parents.

Aribinda - Aux environs d'Arbinda, des incidents sécuritaires sont très fréquents. Par contre pas d'incident de protection noté par les IDPs dans les sites d'accueil. La limitation des déplacements est fixée à 20h. Cependant, la promiscuité pourrait être une source de violence si rien n'est fait. Le site n'est pas sécurisé, mais il y aurait des patrouilles.

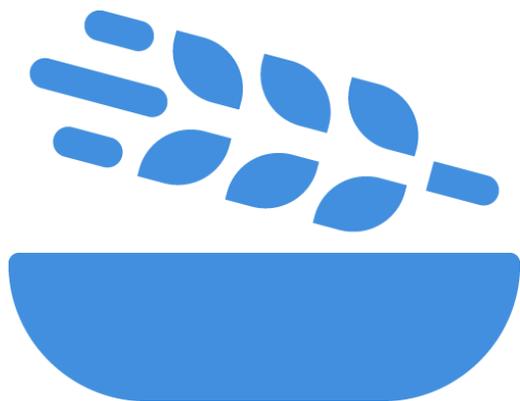
Des enfants séparés et non accompagnés, majoritairement des garçons sont signalés mais leur nombre exact n'est pas disponible. Il est en est de même des femmes seules et des personnes en situation de Handicap Physique. Les enfants séparés sont en majorité masculin. Des cas de Victime de Torture(s)/Mutilations dans les villages d'origine ont été mentionnés.

Foubé - A Foubé mais les informations recueillies auprès des acteurs laissent entrevoir une situation similaire aux autres localités avec une plus grande acuité du fait du nombre de personnes touchées.

Sur les sites de de Foubé et d'Arbinda, il y a un besoin de déployer les équipes d'enregistrement, d'assurer l'éclairage des camps, de tenir compte de la séparation hommes et femmes dans la construction des latrines séparées hommes/femmes, d'appuyer la mise à disposition de documents d'identités, mettre en place des cellules d'éveil pour gérer les cas de violence, sensibiliser les IDPs sur les violences basées sur le genre.

L'installation d'espaces amis des enfants permettra d'assurer la prise en charge psychosociale des enfants et des adolescents, d'organiser l'identification des enfants séparés ou non accompagnés et d'offrir des services de protection aux enfants, y compris ceux victimes de violences diverses. Un soutien psychologique aux personnes ayant perdu violement des proches est également nécessaire.

5.4.5. Sécurité alimentaire et Nutrition

✓ **Barsalogo**

Disponibilité alimentaire - La situation est particulièrement préoccupante pour les IDPs installées dans la commune de Barsalogo car ils n'ont rien pu emporter dans leurs déplacements d'urgence. Dans leurs localités d'origine, certains greniers ont été brûlés. Pour les IDPs de Barsalogo, l'assistance alimentaire apportée par l'Etat est la principale source d'alimentation.

Consommation alimentaire - Deux repas sont servis par jour dans le site de Barsalogo, de la bouillie à base de riz servie dans la matinée et une ration solide à base également de riz servi dans l'après-midi. Cependant, il est à signaler que ces rations sont insuffisantes et ne correspondent pas aux habitudes alimentaires des bénéficiaires. La consommation de ces repas servis entraîne des troubles digestives marquées essentiellement par la diarrhée, des vomissements et de manque d'appétit. Il s'avère urgent d'améliorer l'alimentation servie en termes de qualité et de quantité tout en prenant en compte leurs habitudes alimentaires.

Stratégie d'adaptation et situation des sources de revenu - Avant la crise les principales sources de revenu des IDPs de Barsalogo sont l'agriculture, l'élevage et dans une moindre mesure le petit commerce pour les hommes et l'artisanat pour les femmes. A la faveur de la crise, ces derniers ont perdu leur source de revenu. Les stocks de céréale issus de la présente campagne agricole ont été brûlés. Le gros bétail ainsi que les petits ruminants et la volaille ont été abandonné dans la nature par les déplacés dans la fuite. Au regard de l'importance des animaux dans la vie sociétale de l'éleveur peulh, il est nécessaire que des mesures soient prises et de façon urgente pour permettre aux IDPs installés dans les sites de Barsalogo de retrouver leurs animaux. Si rien ne fait l'équilibre psychique de ces derniers, déjà préoccupant, pourrait davantage se détériorer.

Situation nutritionnelle - L'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, des femmes enceintes et des femmes allaitantes est dans une situation préoccupante. Il résulte de consommation alimentaire inadéquate (quantité et qualité). En effet, les rations chaudes servies dans le site de Barsalogo ne sont pas appréciées par les enfants et les FEFA. Un dépistage très partiel a permis de détecter 5 cas d'enfants malnutris à Barsalogo.

✓ **Arbinda**

Disponibilité alimentaire - Quelques IDPs ont quitté les zones par anticipation avant les exactions des groupes armés et ont pu ainsi emporter des vivres et leurs animaux. Toutefois ces stocks vivriers ne pourront excéder une semaine selon les intéressés. L'accès à l'alimentation des IDPs est constitué principalement par l'assistance alimentaire, la solidarité des communautés hôtes et les marchés locaux.

Consommation alimentaire - Quant aux IDPS de Arbinda, seuls quelque 323 personnes sur plus de 5000 bénéficient de la distribution des vivres de l'action sociale. Des mesures urgentes sont à prendre en vue de favoriser l'accès à l'alimentation pour tous.

L'assistance alimentaire à Arbinda ne concerne que la 1ère vague sur 3 des IDPS (165 ménages totalisant 1344 personnes), pas assez de nourriture, augmentation des prix des denrées alimentaires, 80% des déplacés sont des familles d'accueil, source d'alimentation : communauté locale, marché et autorité locale (CONASUR), réduction significative des aliments consommés, disponibilité des stocks pour une semaine.

Stratégie d'adaptation et situation des sources de revenu - A Arbinda l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'orpaillage étaient les principales sources de revenus des IDPS hommes et l'élevage, l'orpaillage et le maraichage par

les IDPS femmes. La plupart des IDPs ont vu leur bétail emporté par les groupes armés et les stocks de céréales brûlés. Le contexte sécuritaire n'est plus favorable à la pratique de l'orpaillage. Face à la détérioration de la situation alimentaire, les IDPs adoptent de stratégie de survie en réduisant significativement la quantité et le nombre de repas par jour. Ils font également recours aux marchés pour combler le déficit d'alimentation et à la solidarité de la communauté hôte.

Situation nutritionnelle - A cela s'ajoute la réduction du nombre de repas par jour (un repas) pour les IDPs de Arbinda. Un dépistage très partiel a permis de détecter 67 cas d'enfants malnutris à Arbinda. Dans cette situation, des actions en faveur de l'amélioration de l'état situationnelle sont à prendre urgemment.

✓ Foubé

Les populations déplacées peinent à se nourrir et avec un afflux exponentiel après la seconde attaque de Gasseliki en l'espace d'une semaine. Elles consomment à peine un bon repas au quotidien. Au passage de la mission, l'enregistrement des bénéficiaires commençaient à peine et aucune distribution n'était programmée. Les préférences alimentaires portent prioritairement sur le petit mil et secondairement le sorgho. Aucun screening sur la malnutrition n'étant fait dans ce site avec un accès limité au CSPS dans ce site.

Relèvement rapide et gestion pacifique du conflit - Sur les trois sites visités par les équipes de mission, il ressort que les IDPs ont un besoin urgent de sécurisation et pacification de leurs villages pour y retourner et retrouver leurs sources principales de revenus qu'ils ont abandonné dans leur fuite (le bétail, leurs récoltes et commerce, etc).

Le besoin s'exprime également en termes d'appui à la reconstitution des moyens de subsistance totalement perdus (commerce, agriculture, élevage, artisanat) et en appui à la mise en place d'AGR, d'embouche et des facilités pour l'accès aux terres pour les activités agropastorales).

En outre, pour les habitats détruits, un appui est nécessaire pour la reconstruction.

Un autre besoin important est d'appuyer les autorités locales pour une meilleure prévention des conflits par la sensibilisation, la communication de masse, la promotion de la coexistence pacifique. Ce besoin d'apaisement des cœurs inclut l'appui pour l'établissement de la vérité sur les faits de Yirgou et la justice. Les IDPs ont exprimé un grand besoin de retourner le plus rapidement possible dans leur lieu habituel de résidence.



VI. Recommandations

6.1. Santé

- Site de Barsalogo

Recommandation	Responsable de mise en œuvre	Délai
1. Sensibiliser les déplacés sur les questions de santé et d'utilisation des installations (latrines, kits de dignité, lave-mains) et sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	MCD, ONG	Immédiatement
2. Envisager une vaccination contre la rougeole et la méningite à méningocoque A. puisque le statut vaccinal des enfants n'est pas connu	Secrétaire général du Ministère de la santé	Au plus tard 25 janvier 2019
3. Doter le site en intrants pour la prise en charge des cas de malnutrition	DRS	Immédiatement
4. Apporter un appui aux déplacés dans la prise en charge communautaire de la malnutrition (consommation d'aliments locaux riches en micronutriments, bouillie enrichie)	MCD, ONG	Immédiatement
5. Assurer un suivi communautaire des femmes enceintes (CPN, signes de danger de la grossesse, préparation à l'accouchement) de la mère (PF) et de l'enfant (suivi de la croissance), et faire des références vers les FS	MCD, ONG	Immédiatement
6. Assurer une collecte de données au niveau communautaire sur les enfants malnutris, les femmes enceintes, et l'utilisation des méthodes contraceptives	MCD, ONG	Immédiatement
7. Doter le site en Antibiotique et antipyrétique forme pédiatrique	MCD	Immédiatement
8. Assurer la disponibilité et la gratuité des produits contraceptifs au niveau du CMA	MCD, ONG	Immédiatement
9. Renforcer le site en personnel de santé, surtout en santé mentale	DRS	Immédiatement
10. Renforcer le CMA en réactifs et en matériel médicotechnique	DRS	Immédiatement
11. Assurer un accès gratuit aux préservatifs	MCD	Immédiatement
12. Apporter l'appui psychologique aux déplacés	MCD	Immédiatement
13. Mettre les produits pharmaceutiques à l'abri de la chaleur	MCD	Immédiatement

- Site de Arbinda

Recommandation	Responsable de mise en œuvre	Délai
1. Mettre en place un plan de réponse contre la rougeole (vaccinations, prise en charge pour contenir les cas) et fournir le centre de santé de local d'isolement	Secrétaire général du Ministère de la santé	Au plus tard le 25 janvier 2019
2. Doter le centre de santé en consommables, médicaments, kits d'accouchements et équipement	Secrétaire général du Ministère de la santé	Immédiatement
3. Distribuer les kits de dignité	CONASUR	Immédiatement
4. Sensibiliser les mères d'enfants de moins de 5 ans sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants		
5. Effectuer des dépistages de la malnutrition et rendre disponible les intrants nutritionnels de prise en charge	MCD	Continu
6. Fournir un moyen d'évacuation à Arbinda	Secrétaire général du Ministère de la santé	Selon disponibilité
7. Travailler à la réouverture des centres de santé fermés	DRS	Selon les conditions de terrain
8. Travailler à l'électrification (solaire par exemple) du centre de santé	Maire	Immédiatement
9. Apporter l'appui psychologique aux déplacés	MCD	Immédiatement
10. Apporter un appui aux déplacés dans la prise en charge communautaire de la malnutrition (consommation d'aliments locaux riches en micronutriments, bouillie enrichie)	MCD, ONG	Immédiatement
11. Assurer un suivi communautaire des femmes enceintes (CPN, signes de danger de la grossesse, préparation à l'accouchement) de la mère (PF) et de l'enfant (suivi de la croissance), et faire des références vers la FS	MCD, ONG	Immédiatement
12. Assurer une évaluation régulière de la situation nutritionnelle de l'utilisation des méthodes contraceptives	MCD, ONG	Immédiatement
13. Assurer la disponibilité et la gratuité des produits contraceptifs au niveau du CSPS pour les déplacés et la communauté hôte	MCD, ONG	Immédiatement
14. Assurer la disponibilité des produits contraceptifs au niveau du CMA	MCD	Immédiatement

- Site de Foubé

Recommandation	Responsable de mise en œuvre	Délai
Disponibiliser des toilettes mobiles	CONASUR	Immédiatement
Assurer un approvisionnement permanent en eau potable	CONASUR	Immédiatement

Augmenter le nombre de tentes	CONASUR	Immédiatement
Mettre en place un dispositif de lave mains avec solution chlorée	CORUS	Immédiatement
Organiser le plus tôt possible une campagne de vaccination contre la rougeole et la méningite à méningocoque A	CORUS	24 janvier 2019
Assurer la planification familiale sur le site	DRS	Dès que le centre est compartimenté
Assurer la consultation prénatale sur le site	DRS	Dès que le centre est compartimenté
Rendre le centre fonctionnel de 12h30 à 15 heures	MCD	Immédiatement
Augmenter le nombre d'agent de santé à 2par permanence	CORUS	Immédiatement
Compartimenter le centre de santé avec les services de dispensaire, de consultation prénatale et des soins promotionnels	MSF Suisse	26 janvier 2019
Doter le centre en matériels médicotechniques	CORUS	22 janvier 2019
Disponibiliser les médicaments sur le site	CORUS	Immédiatement

6.2. Sécurité Alimentaire

Immédiat

Barsalogo

- Accélérer le recensement et le profilage des IDPs sur tous les sites
- Tenir compte des habitudes alimentaires des IDPs dans l'assistance alimentaire ;
- Mettre en place de dispositif de prise en charge de la malnutrition dans les sites d'accueil ;
- Prendre des mesures pour sécuriser les villages abandonnés afin de permettre aux IDPS de récupérer leur bétail resté dans leurs villages d'origine.
- Prendre des dispositions pour apporter à temps des intrants zootechniques et vétérinaires aux IDPS pour l'alimentation et la santé des animaux que les IDPS ont pu amener avec eux dans leurs déplacements de même que pour ceux de leurs hôtes,
- Prendre des dispositions pour soutenir à temps les IDPS qui ont perdu leur récolte leurs animaux, et leur commerce pour la reconstitution de leur capital de production animale et végétale ou de leurs fonds de roulement.

Arbinda

- Mettre en place un mécanisme d'acheminement rapide de l'aide alimentaire aux IDPs
- Tenir compte des habitudes alimentaires des IDPs dans l'assistance alimentaire ;
- Mettre en place de dispositif de prise en charge de la malnutrition dans les sites d'accueil ;
- Prendre des dispositions pour apporter à temps des intrants zootechniques et vétérinaires aux IDPS pour l'alimentation et la santé des animaux que les IDPS ont pu amener avec eux dans leurs déplacements de même que pour ceux de leurs hôtes,
- Prendre des dispositions pour soutenir à temps les IDPS qui ont perdu leurs récoltes et leurs animaux, pour la reconstitution de leur capital de production animale et végétale.

Foubé

- Accélérer le recensement et le profilage des IDPs sur tous les sites
- Mettre en place un mécanisme d'acheminement rapide de l'aide alimentaire aux IDPs
- Tenir compte des habitudes alimentaires des IDPs dans l'assistance alimentaire ;
- Mettre en place de dispositif de prise en charge de la malnutrition dans les sites d'accueil ;
- Prendre des mesures pour sécuriser les villages d'origine abandonnés afin de permettre aux IDPS de récupérer leur bétail resté dans ces villages.
- Prendre des dispositions pour apporter à temps des intrants zootechniques et vétérinaires aux IDPS pour l'alimentation et la santé des animaux que les IDPS ont pu amener avec eux dans leurs déplacements de même que pour ceux de leurs hôtes,
- Prendre des dispositions pour soutenir à temps les IDPS qui ont perdu leur récolte leurs animaux, et leur commerce pour la reconstitution de leur capital de production animale et végétale ou de leur fonds de roulement.

6.3. Eau, Hygiène et Assainissement

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT Valable pour tous les sites	Court terme <u>Eau</u> <ul style="list-style-type: none"> • Water trucking pour 2 mois sur tous les sites • Réalisation de 10 forages équipés de PMH • Réhabiliter les forages ONEA des villes de Barsalogo et Arbinda • Installation de dispositif de stockage (tank, bladder et rampe de distribution) • Distribution des bidons et seaux pour le transport et la conservation de l'eau • Suivi de la qualité de l'eau, distribution des aquatabs <u>Hygiène et Assainissement</u> <ul style="list-style-type: none"> • Construire des 100 dispositifs de gestion et évacuation des déchets • Réalisation d'au moins 600 latrines mobiles et latrines d'urgence • Mise en place de 600 dispositifs de lavage de mains et distribution de savon • Acquisition et distribution de 600 kits de nettoyage • Acquisition et distribution de 2000 kits d'hygiène • Acquisition et distribution de 1000 kits de dignité • Intensifier la sensibilisation sur la bonne pratique d'hygiène. 	UNICEF, DREA, ONEA et partenaires du secteurs	Immédiatement
	Moyen terme <u>Eau</u> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir la réhabilitation des forages dans les villages environnant des sites • Rendre gratuite l'accès des IDPs a l'eau potable (tous les sites) 		

	<ul style="list-style-type: none"> Faire le plaidoyer auprès de l'ONEA pour raccorder le réseau a des forages productifs de grand débit a Barsalogho et Arbinda <p>Hygiène et Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> Construire des aires de lavages et séchage Promouvoir l'arrêt de la défécation a l'air libre et les auto réalisation des latrines familiales dans les ménages Réaliser des latrines durables dans les lieux publics et semi durable sur les sites Sensibilisation sur la bonne pratique d'hygiène et l'utilisation des latrines. 		
	<p>Long terme</p> <p>Eau</p> <ul style="list-style-type: none"> Prévoir la réalisation réhabilitation des forages dans les villages de provenance des IPDs Appui à l'ONEA pour rendre fonctionnels les AEPS d'ARBINDA et de BARSALOGHO <p>Hygiène et Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir l'arrêt de la défécation a l'air libre et les auto réalisation des latrines familiales dans les ménages Sensibilisation sur la bonne pratique d'hygiène et l'utilisation des latrines 	<p>UNICEF, DREA ONEA et partenaires du secteurs</p>	<p>+6 mois</p>

6.4. Education

✓ Immédiat (jours à suivre)

- Dresser une situation précise du nombre d'élèves concernés et des niveaux d'étude (en collaboration avec le HCR et le CONASUR et les administrations en charge de l'éducation)
- Rencontrer et discuter avec les administrations de l'éducation dans les zones concernées, pour l'opérationnalisation des réponses possibles,
- Appuyer la mise en place d'une coordination de la réponse en matière d'éducation afin d'assurer une réactivité adéquate à la situation.

✓ Moyen terme (1 à 2 mois) et long terme (6 mois +)

- Augmenter les capacités d'accueil des structures scolaires hôtes par la mise en place d'environ 70 à 80 tentes-classes dans la perspective de soutenir également ceux de Djibo (pour au moins 5000 élèves du préscolaire, primaires, post-primaire et classes passerelles, CPAF).
- Doter les écoles fonctionnelles et les écoles temporaires en cantines scolaires, en mobiliers, en kits scolaires, matériels didactiques, et lampes solaires, kits récréatifs
- Former les enseignants en soutien psycho social des enfants, en gestion des risques et en éducation à la paix

- Mettre en place des formations de courte durée en livelihood axés sur l'agro-sylvo--pastoralisme pour les adolescents, jeunes femmes / hommes afin de leur permettre un relèvement économique plus rapide et soutenir la résilience des communautés meurtries.

6.5. Protection

✓ Court terme :

- Enregistrer toutes les personnes déplacées sur les sites, y compris celles installées dans des communautés hôtes accueillant
- Mise en normes des infrastructures sur le site : éclairage, séparation des lieux d'aisance pour les hommes et les femmes

✓ Court et Moyen terme dans le sous-secteur protection de l'enfant

- Assurer la coordination sectorielle des interventions en matière de protection de l'enfant
- Assurer la prise en charge psychosociale des enfants à travers des espaces amis des enfants sur les différents sites d'accueil, y compris dans certaines communautés avec référencement et appui au besoin pour la prise en charge psychologique
- Prévenir et répondre aux séparations familiales (Identifier les ENA/ES et leur offrir des services appropriés)
- Prévenir et répondre aux violences faites aux enfants et aux violences basées sur le genre
- Appuyer les familles d'accueil des ENA/ES pour faire face aux besoins urgents avec du cash transfert
- Renforcer les capacités des acteurs et structures communautaires en matière de protection des enfants (Réseaux de protection de l'enfant et réseaux locaux) pour l'identification et le référencement des enfants en besoin de protection
- Assurer la prise en charge psychologique des enfants affectés sur les différents sites
- Appuyer l'éducation aux compétences de vie des adolescents – es et la sensibilisation communautaire (C4D) sur la promotion de la non-violence et de la paix, la gestion et résolution des conflits et la cohabitation pacifique dans les villages d'accueil

6.6. Relèvement rapide

Immédiat

Les actions suivantes sont très nécessaires et urgentes afin de canaliser les communications des différents acteurs au niveau national, apaiser les cœurs des victimes et surtout éviter l'escalade de la violence entre communautés.

- Promouvoir le dialogue inter communautaire dans la commune de Barsalgho pour un apaisement de la situation et un retour rapide des IDPs de Yirgou dans leur localité d'origine
- Faire le plaidoyer auprès du gouvernement pour une meilleure sécurisation des zones attaquées pour un retour rapide des populations déplacées dans leurs zones habituelles.
- Mettre en place des programmes de sensibilisation sur la paix et la coexistence pacifique entre communautés
- Développer et mettre en œuvre une stratégie globale de communication sur la paix et la coexistence pacifique entre communautés.
- Mettre en place des programmes d'appui à la reconstruction des habitats détruits en faisant la promotion de l'approche "build back better".

A moyen terme

- Prendre en compte les familles d'accueil dans le recensement et l'assistance humanitaire et de relèvement pour éviter les tensions entre communautés déplacées et populations d'accueil

- Mettre en place des programmes d'appui au relèvement et de recouvrement des moyens de subsistance perdus (récoltes, commerce, bétail, artisanat...)
- Développer des programmes d'AGR en faveur des femmes et des jeunes des zones affectées par la crise
- Former et appuyer les femmes et les jeunes pour la diversification des activités autres que l'agriculture et l'élevage.

Dans le long terme

- Renforcer les mécanismes d'alerte précoce et de résolution pacifique des conflits au niveau communautaire au niveau national.
- Mettre en place des programmes d'éducation à la paix et de promotion de la culture de la paix sur le plan national

6.7. Coordination de la réponse

- Appuyer les CODESUR en personnel technique pour une meilleure coordination de la réponse et des interventions sectorielles au niveau local
- Renforcer le dispositif d'accueil et d'enregistrement des IDPs (mise à disposition de fiches SP- CONASUR, appui en personnel supplémentaire, appui en moyens roulant)
- Renforcer les capacités des démembrés du SP-CONASUR en gestion de crises et catastrophes
- Renforcer les capacités de mobilité des agents de police et de gendarmeries au niveau communal.
- Faire le plaidoyer auprès du gouvernement pour une meilleure sécurisation des zones attaquées pour un retour rapide des populations déplacées dans leurs zones habituelles.

Annexes

Annexe 1 : Liste des participants

Agences/organisations	Nombre de participants	Nom et prénom	Contact
Système des Nations Unies			
OCHA	2	Daouda DJOUMA Mame Khary Diop	djouma@un.org/65123535 diop5@un.org
UNHCR	3	M. Thierry Zinta Thianhoun, Chef de Bureau de Djibo M. Alphonse Boro, AFSA et point focal CMCoord, Dori M. Mahamadou Bachir Oumara, Associate Shelter Officer, Dori	
UNICEF	2	Koslengar Mougabe Rouamba Thierry	mkoslengar@unicef.org 62760100 trouamba@unicef.org
UNFPA	3	Nassa Sawadogo Michel Sanon /Ouedraogo Djénéba Zerbo Lacina	nsawadogo@unfpa.org sanon-ouedraogo@unfpa.org zerbo@unfpa.org
OMS	1	Dr DAO Fousséni	daof@who.int
PAM	6	Matanda Shadrack (Coordination) Olga Ninon (Nutrition) Saidou Sawadogo (Point focal urgence IDPs) Pie Ouattara (VAM/M&E) Thomas D'Aquin Laguemvare Chef Sous-Bureau Dori Siaka Coulibaly Chaîne d'Approvisionnement	Sadrackbertrand.Matanda@wfp.org; +226 - 74547918 Olga.Ninon@wfp.org +226 - 76613705 Saidou.Sawadogo@wfp.org; +226 - 77132975 Pie.ouattara@wfp.org +226 - 66203208 thomas-daquin.laguemvare@wfp.org +226 - 77994918 Siaka.Coulibaly@wfp.org +226 - 65651262
FAO	3	Kondombo Salam Richard, Rouamba Jean Paul, Ouattara Malamine	Salam.Kondombo@fao.org; Kondombo.salam@gmail.com Jean.Rouamba@fao.org; Malamine.Ouattara@fao.org
PNUD	1	Célestin ZONGO	Celestin.zongo@undp.org (77269360)
OIM	1	Norra Makata	
ONG/OING			
APS	1	Bégré ZONGO	zongobegre@yahoo.fr>
Help	1	DIALLO Ismaël	diallo@help-ev.de 74665844
Solidarites	1	Innocent ABOUA	xdj.ct@solidarites-burkina-faso.org +22654754136
OXFAM	2	Noel ZIGANI Hermann COMPAORE	Noel.zigani@oxfam.org/ 70 355 355/ 78 29 68 29 Hermann.compaore@oxfam.org/ 60 14 24 14/77 97 97 47
Plan international	2	Paul DOYGBE, Spécialiste Protection	Paul.Doygbe@plan-international.org 72 73 87 60

		Yaya Vilian, Spécialiste Education	Yaya.Vilian@plan-international.org 70226020
Save the Children	1	OUEMA Karim	karimouema@gmail.com
Pathfinder International	3	KABORE Emmanuel, SAWADOGO Jérôme SEBGO Moussa	Ekabore@pathfinder.org jsawadogo@pathfinder.org
National Democratic Institute (NDI)	1	Abdrmane Diallo	adiallo@ndi.org
DRC	3	Mbailassem LE DJENDOLDE , Coordinateur Protection- Education Morou BOUDA , chef de projet sécurité alimentaire Idrissa OUEDRAOGO , Chargé de projet WASH	coordoprotection-bf@drc-wa.org 64 58 84 12 fsmanager-bf@drc-wa.org 65 20 43 07 superviseurwash-djibo@drc-wa.org 64988672
Gouvernement			
SP/CONASUR	3		
DAMSSE	1		

Annexe 2 : Outil d'évaluation rapide